

Quand la jeunesse manifeste pour son avenir

« Prends garde de laisser passer la jeunesse sans lui avoir donné ce qu'elle réclame ; c'est la jeunesse qui sème pour la vie la moisson du cœur sans laquelle on n'a pas vraiment vécu. »

Henri-Frédéric Amiel, *Journal intime*, 13 février 1851

Ignorée, lésée, voire abandonnée, autant de mots qui traduisent le sentiment d'une grande partie de la jeunesse face à l'avenir qui se dessine. En France comme ailleurs, les crises s'accumulent. Une France confrontée au risque de la récession et à l'aggravation des inégalités, un monde traversé par les tensions géopolitiques et confronté à l'urgence climatique. Voilà l'avenir qui nous attend. Un avenir qui s'annonce, somme toute, radieux pour la jeunesse !

Nous prenons ici la parole en tant que jeunes. Que nous soyons une jeunesse parisienne, rurale ou italienne, nos parcours sont différents, mais nous partageons une même préoccupation : celle de pouvoir nous projeter dans l'avenir et de disposer des moyens de le construire. C'est aussi ce qui nous conduit à regarder les mobilisations actuelles de la jeunesse avec une attention particulière.

Une mobilisation qui dépasse les murs des établissements scolaires

Le mouvement a commencé fin août 2026 dans un lycée à Mayotte, avant de gagner début septembre la Guyane et le lycée Antoine-de-Saint-Exupéry à Créteil, en banlieue parisienne. D'abord portées par des élèves et des enseignants, les mobilisations se sont ensuite étendues à de nombreux lycées, puis aux universités. Soutenu par des syndicats, des enseignants et des étudiants de différents horizons, le mouvement dépasse les revendications initiales sur les conditions d'enseignement pour exprimer une colère plus large face aux inégalités sociales, à la précarité et à l'incertitude de l'avenir.

Les revendications sont multiples : davantage de personnel éducatif et de santé, des moyens matériels supplémentaires, la rénovation des établissements scolaires et universitaires, des emplois du temps allégés, davantage de bourses et d'aides au logement, ainsi qu'un accès garanti au repas à 1 €. Les étudiants dénoncent également des frais d'inscription trop élevés dans l'enseignement supérieur, qui ont par ailleurs triplé pour les étudiants étrangers, les difficultés d'accès au logement et les obstacles liés aux plateformes Parcoursup et Mon Master.

Car ce que nous réclamons, au fond, ne se limite pas à de meilleures conditions d'études ou à un accès plus facile à l'emploi. Nous voulons pouvoir nous projeter dans un avenir où l'éducation, le logement, l'alimentation et l'accès à un environnement sain ne seraient pas conditionnés aux ressources dont nous disposons déjà. Nous voulons pouvoir construire nos vies sans avoir le sentiment que les incertitudes économiques et sociales en déterminent d'avance les possibilités.

À ces inquiétudes s'ajoute une autre question, tout aussi fondamentale : dans quel monde allons-nous vivre ? Après un été marqué par les canicules, les sécheresses, les incendies et la dégradation des écosystèmes, les conséquences du changement climatique sont de moins en moins abstraites. Elles touchent déjà nos conditions de vie et d'apprentissage. Comment étudier dans des salles de classe surchauffées, mal isolées ou insuffisamment ventilées ? Comment garantir des conditions d'apprentissage satisfaisantes lorsque les températures deviennent difficiles à supporter ?

Une jeunesse mobilisée au-delà des frontières

Les manifestations en France sont loin d'être un épiphénomène :

En Allemagne, des élèves à Berlin et Hambourg ont également exprimé leur solidarité avec les mobilisations françaises, tout en portant leurs propres revendications, notamment contre les coupes dans l'éducation et le rétablissement du service militaire. L'initiative « Gen Z regelt » appelle à des manifestations dans 21 villes le 31 octobre. Ils dénoncent une politique qui, selon eux, fait peser le poids des économies budgétaires sur les jeunes générations.

En Italie, les nouvelles politiques éducatives suscitent également un tollé général chez les jeunes, comme par exemple le récent décret-loi instaurant un plafond de 30 % pour le nombre d'élèves étrangers par classe. Les lycéens et étudiants demandent le retrait du décret sur l'école, 13 milliards pour le logement et davantage de moyens financiers pour le secteur de l'éducation, une augmentation des salaires, et la fin de la crise du coût de la vie. La manifestation tenue le 16 octobre, baptisée « Journée sans Meloni », se déroule en parallèle de la grève mondiale pour le climat organisée par le mouvement « Fridays for Future » et rassemble des personnes qui dénoncent le génocide en Palestine et la guerre en Iran. Giorgia Meloni a annoncé des sanctions pénales renforcées, des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison pour certaines infractions et le déploiement de 500 militaires supplémentaires à Milan. Ces mesures soulèvent la question de l'équilibre entre le maintien de l'ordre public et le droit de manifester.

En Argentine, au Chili et au Costa Rica des mobilisations étudiantes ont mis en avant la défense de l'université publique et les inquiétudes suscitées par les réductions budgétaires proposées pour 2027 (« Pas un peso de moins pour l'éducation »).

En Albanie, les étudiants dénoncent le coût élevé des études et de leurs perspectives d'emploi limitées après l'obtention de leur diplôme. Ils demandent également la démission du premier ministre Edi Rama.

En Belgique, les jeunes ont aussi manifesté contre la vie chère et la hausse récente des frais d'inscription à l'université. En Grèce, les mobilisations étudiantes dénoncent le coût élevé des loyers et réclament un encadrement des prix, davantage de logements universitaires et une hausse des aides au logement.

Au Brésil, les étudiants manifestent contre la possibilité d'élection du candidat Flavio Bolsonaro d'extrême droite. Le 11 octobre, plusieurs manifestations ont eu lieu dans les grandes villes du Brésil en soutien à l'actuel président Lula. En Espagne, d'immenses manifestations ont eu lieu en septembre et octobre pour le droit au logement dans plusieurs villes à la suite de l'expulsion de Maricarmen Abascal, une Madrilène de 87 ans.

En Inde, des mobilisations portées par de jeunes manifestants dénoncent notamment les irrégularités électorales, le chômage et les difficultés d'accès à l'éducation. En Indonésie, des étudiants ont protesté contre la hausse des prix du carburant et des produits alimentaires ainsi que contre les priorités budgétaires du gouvernement. Au Sénégal, les revendications portent notamment sur la cherté de la vie et l'accès aux services essentiels.

Ces mobilisations nous rappellent que les inquiétudes que nous exprimons ne se limitent pas à une situation nationale. D'un pays à l'autre, une même question se pose : comment construire son avenir lorsque les conditions matérielles pour y parvenir semblent de plus en plus difficiles à réunir ? Les réponses ne peuvent être identiques partout, mais cette interrogation mérite d'être entendue. Car si nous ne pouvons pas prétendre parler au nom de toute la jeunesse, nous pouvons reconnaître, dans ces mobilisations, une volonté commune de ne pas subir passivement les décisions qui engagent notre avenir.

Au-delà des images de violence, écouter les revendications

Les affrontements avec les forces de l'ordre ont rapidement occupé une place centrale dans le traitement médiatique du mouvement et suscité de nombreuses réactions au sein de la classe politique française. Ils ont progressivement déplacé l'attention vers les questions de sécurité et de maintien de l'ordre, parfois au détriment des revendications initiales de la jeunesse. Ce déplacement mérite d'autant plus d'être souligné que le mouvement a débuté dans des lycées de territoires ultramarins et de banlieue, où les élèves dénoncent notamment les inégalités et les discriminations auxquelles ils sont confrontés dans le système scolaire.

La gestion des manifestations et les réponses apportées aux revendications ont également suscité des interrogations quant à la place accordée au dialogue. Les premières réactions médiatisées ont largement porté sur les affrontements et les dégradations, tandis que les prises de parole des responsables politiques directement concernés par les revendications des lycéens, notamment les présidents de région, sont intervenues dans un second temps.

Le week-end du 17 octobre, les manifestations à Paris ont donné lieu à des rassemblements pacifiques d'étudiants et de travailleurs au départ de la place de la République vers la Place de Clichy ou la place de la Nation. D'autres manifestations pacifiques ont eu lieu dans les grandes villes françaises. Et en marge de ces rassemblements, des groupes d'individus, majoritairement voire exclusivement masculins, s'étaient donné rendez-vous, s'étaient organisés en amont et se sont livrés à des casses, des destructions de commerces et des pillages autour de République, des Halles et des Galeries Lafayette à Paris. Des scènes similaires se sont déroulées à Marseille, à Nantes, à Nice et ailleurs. On a commenté les événements en dénonçant une extrême gauche radicalisée et violente qui saccage et pille. De nombreuses figures politiques, de l'extrême droite à la gauche, ont dénoncé ceux qui par la violence décrédibilisent les revendications légitimes. Mais ces groupes étaient-ils vraiment « d'ultra-gauche » ? Étaient-ils même politisés ?

En réalité, ces scènes ont davantage pris la forme d'un chaos généralisé, marqué par des pillages et des épisodes de violence que les forces de l'ordre et le gouvernement semblent ne pas avoir anticipés. Toutefois, s'en tenir à ce constat ne permettrait pas de rendre compte de toutes les interrogations soulevées par ces événements. Sans nécessairement relever d'un engagement politique organisé, ces violences peuvent également traduire une frustration plus diffuse face à un système dans lequel une partie de la population ne trouve ni sa place ni de perspectives sur lesquelles se projeter.

L'acharnement médiatique visant à tenir la gauche et surtout LFI pour responsable de toutes les exactions commises lors des manifestations (une stratégie délibérée selon Mediapart) traduit cette volonté manifeste de décrédibiliser le mouvement et d'invisibiliser ses revendications. Si ces débordements sont abusifs et condamnables et résultent d'une forme d'effet d'aubaine et d'un certain sentiment d'impunité, ils restent très éloignés des aspirations de l'ensemble du mouvement.

Les mobilisations lycéennes françaises illustrent cette tension. Si des affrontements et des dégradations ont bien eu lieu dans certains endroits, la réponse politique ne peut se limiter à la gestion de l'ordre public. Elle doit aussi prendre au sérieux les préoccupations exprimées et proposer des mesures concrètes, à la hauteur des difficultés rencontrées, notamment en matière d'éducation, de logement, de pouvoir d'achat et de protection de l'environnement.

Rédigé en octobre 2026 par :



Elena Heiss
Chargée de Mission
La Fabrique Écologique



Stan Dulery
Chargé de Mission
La Fabrique Écologique

Lyna Chaïb
Chargée de Mission
La Fabrique Écologique